

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 26 du 08 au 25.06.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

L'Otan insiste pour que ses membres moins engagés s'impliquent davantage pour hâter la chute du régime. ...

Badis Guettaf : La vérité incompressible.

François Brousseau : Le Waterloo de l'OTAN ?

Allain Jules : La victoire de Kadhafi dont personne ne parle.

Russia Today : Le contrat pétrolier étasunien révèle les vrais motifs de la campagne libyenne.

Des élus américains portent plainte contre Obama.

Paroles & action du président Kadhafi

J'ai tenu tête à l'agression des croisés de l'OTAN, résisté à la cruauté, contrecarré la trahison

Résistance

L'armée annonce avoir abattu vendredi un hélicoptère de l'OTAN.

Analyse

Patrick Haimzadeh : Les dix erreurs de l'Otan en Libye

1 Lutte pour la libération du territoire

Les rebelles piégés

2 Politique Libyenne

3 Politique des Usa

4 Politique de L'OTAN

Les amis...de l'Otan

5 Les institutions

Cour Pénale Internationale

Ligue arabe

6 Dans le monde

Tiré à part :

L'Otan insiste pour que ses membres moins engagés s'impliquent davantage pour hâter la chute du régime. ...

11/06

<http://french.irib.ir/info/international/item/119015-la-norv%C3%A8ge-annonce-son-retrait-des-op%C3%A9rations-militaires-en-lybie>

Badis Guettaf : La vérité incompressible.

Petit à petit la vérité est en train de se frayer un chemin.

Comme pour l'Irak, un peu tard, mais elle a le mérite d'exister. Une mission du Centre international de recherches et d'études sur le terrorisme et l'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) vient de publier un rapport sur la situation en Libye.

La mission n'a rien laissé au hasard, elle a fouillé sous les événements et au-dessus, elle a interrogé les uns et les autres et écouté tout le monde. Elle n'a aucun parti pris et ne ménage personne, surtout le mensonge qui coûte au peuple libyen la destruction de son pays et d'être massacré par les bombardiers de l'OTAN.

Désormais, on sait avec précision qu'il n'y a pas le moindre soupçon d'une révolution et que les «Brigades de Kaddafi» n'ont jamais constitué une «menace pour les civils». Le rapport nous apprend que le «royaume saoudien et le régime de Doha» ont joué un rôle décisif dès les premières heures de la rébellion, par l'intermédiaire de leurs chaînes de télévision Al-Arabia et Al-Jazeera qui ont «fait» l'opinion (à partir de données erronées, sinon délibérément mensongères).

Ce qui pousse les missionnaires à constater amèrement que «ce curieux parrainage d'une révolution qui se veut démocratique et respectueuse des droits de l'homme par des pétromonarchies rétrogrades ne gêne en rien les authentiques régimes libéraux de l'Occident». Ici, la naïveté sur les intentions occidentales peut laisser perplexe, si on ne prend pas en compte le souci de garder un langage politiquement correct. Plus loin, les membres du CIRET-AVT sont choqués par les mensonges du Conseil préposé à la transition du pouvoir en Libye. Ils en citent quelques-uns, ceux-là qui sont servis à longueur d'émissions télévisées et de déclarations des chefs des Etats engagés dans la «démocratisation» de la Libye. Les voici tels que cités dans le rapport : «L'intervention de Sarkozy a sauvé plus d'un million de vies humaines (sic), soit la totalité de la population de Benghazi». «Kaddafi a recruté des agents qui ont à leur tour recruté des individus chargés d'organiser des provocations». «A Misrata et Ajdabiya, Kaddafi a donné du viagra et des préservatifs à ses troupes. Il y a eu de nombreux viols et des disparitions de femmes». «A Tripoli, on ne peut même pas sortir dans la rue. Il n'y a pas de vie. La population a peur et ne sort que subrepticement acheter de la nourriture». «Une voiture de l'armée algérienne aurait été aperçue à Brega»... Et ainsi de suite, jusqu'à celle-ci : «L'armée algérienne ravitaille les mercenaires de Kaddafi par hélicoptères».

En lisant le document on sent une sorte d'écœurement des rédacteurs, ce qui lui vaut de ne connaître aucune publicité en dehors des réseaux du Web. Le haut-le-cœur est encore plus prenant quand il s'agit de mesurer l'obséquiosité des promesses qui sont faites par la bande de Benghazi aux puissances qui font la «révolution» à sa place. Cela parle de «reconnaissance d'Israël» (d'ailleurs BHL a porté une lettre en ce sens à Netanyahu), de «multipartisme», de «droits des femmes». Discours «formaté» et «langue de bois» juge le rapport, sachant de visu et au contact qui en est l'auteur. Aux dernières nouvelles, selon Maghreb Confidentiel, le caractère interlope de la bande se confirme, l'argent commence à fissurer l'alliance sacrée et les accusations fusent acerbes entre les membres. BHL ferait bien de se pointer pour y mettre de l'ordre.

Badis Guettaf

<http://www.lejournalalgerie.com/Editions/190611/une/Lejour.htm>

François Brousseau : Le Waterloo de l'OTAN ?

L'OTAN survivra-t-elle à l'Afghanistan et à la Libye? Sortie annoncée d'Afghanistan, très dure campagne en Libye, épuisement des ressources, désaccords entre alliés : les temps sont difficiles pour l'alliance militaire occidentale, qui s'interroge avec angoisse sur elle-même et sur son avenir.

À la mi-juin, Robert Gates, secrétaire sortant à la Défense des États-Unis, se sentant, peut-être, déjà libéré du devoir de réserve car il prend sa retraite à la fin juin, y allait d'un diagnostic très, très dur sur l'état de l'Alliance. Il a parlé d'un avenir funeste pour l'organisation, si elle ne se ressaisit pas rapidement, si une campagne comme celle menée en Libye ne donne aucun résultat positif, et si les Européens continuent de refuser de payer leur part. Actuellement, l'Europe ne défraie que 25 % des coûts de l'OTAN, contre 75 % pour les États-Unis. Il y a 20 ans, c'était moitié-moitié.

Désarroi et zizanie

En Libye, plus de trois mois après une initiative qui devait faire tomber rapidement le dictateur, l'aveu de bavures mortelles contre des civils, ceux-là mêmes que l'opération est censée protéger sème desarroi et zizanie. Et si nous nous trompions dans toute cette affaire, se demande par exemple le gouvernement italien, qui a réclamé, avant de se dédire, une suspension des activités dans le ciel de Libye. Même si d'autres, comme les Français, continuent de croire que Mouammar Kadhafi va bien finir par tomber et qu'il faut donc maintenir la pression.

Pour l'OTAN et les États-Unis, l'Afghanistan est une affaire qui dure depuis presque une décennie, une expérience peu concluante de « nation-building ». Barack Obama a annoncé le 23 juin un début de retrait d'Afghanistan, en admettant que les États-Unis « *ne laisseraient pas derrière eux un pays parfait* »... une belle litote!

Mais la Libye représente potentiellement un autre type d'échec. L'Afghanistan ronge l'OTAN sur le long terme, avec des objectifs officiels qui sont modifiés, révisés à la baisse, au fil des années, et avec des opinions publiques qui décrochent graduellement. Tandis que l'expédition libyenne, elle, fait mal dans l'immédiat. Elle représente peut-être pour l'OTAN... la goutte qui fait déborder le vase.

Voici la plus grande alliance militaire de tous les temps, pour reprendre les mots de Robert Gates, qui annonce une campagne éclair, limitée dans le temps, ultraciblée et foudroyante, censée en finir avec Kadhafi en deux temps, trois mouvements... mais qui, après plus de trois mois, s'avère incapable de vaincre, dans un pays de 6 millions d'habitants, doté d'une armée plutôt rudimentaire...

L'humiliation! Bientôt à court de munitions

Et maintenant, on chuchote que les Européens en Libye seraient même à la veille... d'une rupture de stock! Des entrepôts

vides... Des munitions bientôt manquantes pour les avions Rafale et Super-Étendard des Français... Des effectifs au sol en nombre insuffisant pour guider les sorties des avions... Un porte-avions, le George-Clemenceau - c'est le seul vaisseau européen de ce type actuellement disponible - qui serait à la limite de ses capacités, avec un urgent besoin d'entretien. On peut allonger cette liste, qui renvoie l'image d'une alliance occidentale à bout de souffle.

Pas étonnant que dans ces conditions, les Italiens disent maintenant : « *arrêtons, suspendons les activités militaires en Libye, tenons-nous-en à l'humanitaire et favorisons une solution politique* ». Franco Frattini, le ministre des Affaires étrangères, un des rares personnages sérieux du gouvernement Berlusconi, a causé un petit scandale en disant qu'après les bavures des 18 et 19 juin à Tripoli (une quinzaine de civils tués par l'OTAN), la campagne militaire occidentale a perdu de sa crédibilité.

Sans compter la question de l'argent... Dans son « discours-testament » de Bruxelles, Robert Gates a parlé très fort de ce problème, en demandant aux Européens : « *Voulez-vous, oui ou non, payer pour votre défense? Parce que les Américains, eux, le peuvent de moins en moins!* » Et Gates a enfoncé le clou : notre situation, dit-il, devient in-tenable. Le problème, c'est qu'en Europe aussi, les budgets sont complètement étirés, l'élastique est au maximum... Il n'y a plus d'argent, et le climat n'est absolument pas propice à un doublement des dépenses de défense, un doublement qui, selon les États-Unis, serait nécessaire en Europe.

Autrement dit, le bon vieil impérialisme occidental a du plomb dans l'aile. Il n'a peut-être plus les moyens de ses ambitions. La projection pessimiste de Robert Gates, c'est que, après l'Afghanistan et la Libye, l'OTAN n'a peut-être tout simplement plus sa raison d'être.

François Brousseau,

Radio-Canada,

24 juin 2011

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/carnets/2011/06/24/133001.shtml?auteur=2096>

Allain Jules : La victoire de Kadhafi dont personne ne parle.

Ils n'enlèveront jamais la figure emblématique, charismatique et néanmoins controversée de Mouammar Kadhafi, le leader libyen. Jamais. Après 3 mois d'attaque, des bombardements à outrance, la 'propagandastaffel' médiatique de diabolisation qui va avec, la Libye reste et restera, en Afrique, le seul pays qui aura résisté à l'armada sanguinaire de l'Otan.

Un pays debout et fier, qui fait face à un montage hypocrite et astucieux d'un vol organisé de ses ressources et surtout de bannir l'Afrique du concert des nations.

L'Otan a mandaté, depuis samedi, aux renégats de Benghazi, d'aller combattre dans la ville de Zawwiyah, une ville située sur cette côte, à 40 km à l'ouest de Tripoli, après avoir bombardé des colonnes de l'armée loyaliste libyenne sur cette région. Mais, contre toute attente, l'armée libyenne a éliminé les «poches de résistance» à Zawiyah. Les affrontements ont été rudes. Les sources rebelles font état d'un grand nombre de blessés pour ne pas dire de nombreux morts. Après cette débâcle, ils accusent l'Otan de ne pas les protéger assez. On croit rêver.

Le black-out total sur la vie des Libyens qui sont favorables à Mouammar Kadhafi, plus nombreux que ces vendus de Benghazi, devrait interpeller les uns et les autres. Lorsque le gouvernement libyen communique, les médias mainstream ont toujours tendance à dire à tous de prendre cela avec des pincettes. Cherchez l'erreur ! Ils jouent les saints alors que leur propre propagande est plus nocive et malsaine. La victoire tant annoncée est toujours attendue.

La gymnastique adverbiale aura pour sûr, dans bientôt, ses limites. Toute l'argutie mesquine et tortueuse des contrevérités qu'on assène ici ou là sera sans effet.

Les doctes déclamations de Sarkozy, Obama ou Cameron ne sont que folie. Après avoir monté de toutes pièces les fameux Viagra du régime distribués aux militaires pour le viol des femmes décidé par Kadhafi, sorte d'argument sorti de derrière les fagots pour le faire passer pour un DSK au rabais, que vont-ils nous inventer demain pour justifier leur nazisme ?

Face au groupuscule de petits nazillons donc, la victoire de Mouammar Kadhafi est là. Mort, vif, exilé ou pas, le complot ourdi contre lui, pour tuer l'Afrique, l'a renforcé, nonobstant la faiblesse des pays africains, incapables de stopper la main meurtrière de l'Otan. Nous savons désormais que cet homme est, sera et restera un grand d'Afrique. Derrière le folklore de représentativité et les parades qui vont avec - «Que celui qui n'a jamais péché lui jette la première pierre ! »-, se cachent, la bravoure, la fierté, le courage et la volonté. Seul contre toutes ces puissances du mal, après 3 mois durant lesquelles ils lui interdisent de se défendre, cet enlèvement prouve que cet homme a largement gagné...

Allain Jules

13 juin

<http://allainjules.com/2011/06/13/libye-la-victoire-de-kadhafi-dont-personne-ne-parle/>

Russia Today : Le contrat pétrolier étasunien révèle les vrais motifs de la campagne libyenne.

OTAN, guerre de l'énergie, Occident, David Cameron, crimes de guerre, Nicolas Sarkozy, CPI, guerre du pétrole, Maghreb, Cour pénale internationale, révolutions arabes, Printemps Arabe, Mouammar Kadhafi, guerre de Libye, Benghazi, révolution libyenne, CNT, Conseil National de Transition, opération Aube de l'Odysée, Union

Africaine, opération Harmattan, opération Protecteur Unifié, Cyrénaïque, Tripolitaine, Fezzan, Misrata, UA, pétrole, contrat,

La première cargaison de pétrole libyen est arrivée aux USA le 8 juin suite à un contrat signé pas les USA et le Conseil de transition National, le gouvernement légitime autoproclamé de la Libye. La vente a finalement mis à jour la vraie raison de la compagnie libyenne de l'OTAN qui avait tout d'abord été justifiée par la nécessité de protéger les civils libyens. Les civils en question souffrent toujours, les forces de l'OTAN n'arrivent pas à sortir de l'impasse et les USA semblent être le seul protagoniste du conflit à profiter de la soi-disant "opération de sauvetage".

Pendant ce temps, les représentants arabes et occidentaux se réunissent dans les Emirats Arabes Unis pour parler du futur de la Libye après la fin présumée de Mouammar Kadhafi. Cependant Kadhafi ne semble pas pressé de se rendre comme l'a amplement prouvé l'échec des bombardements de Tripoli par l'OTAN à cet effet.

Un plan "dans le but de prendre tous les mesures nécessaires pour protéger les civils et les lieux peuplés de civils" couvert par une résolution de l'ONU est en train d'échouer lamentablement. Cependant, pendant que les civils libyens souffrent à la fois des actions déclenchées par les rebelles et par les troupes gouvernementales, le pétrole libyen est transporté aux USA en toute sécurité. Comme le département d'état des USA l'a confirmé mercredi dernier, le gouvernement rebelle qui contrôle l'est de la Libye a fait sa première vente. Le contrat a suivi en avril une déclaration du Bureau du contrôle des actifs étrangers du département du Trésor comme quoi une nouvelle politique de licences avec la Libye avait été établie. Les USA ont dû prendre ces mesures pour faciliter les transactions pétrolières avec le Conseil National de Transition.

D'après une déclaration écrite du Département d'état, Tesoro, un raffineur pétrolier étasunien, a signé un contrat avec le Conseil National de Sécurité de Benghazi en Libye de 1,2 million de barils de pétrole brut. On ne connaît pas encore la valeur de ce contrat en dollars.

Le document affirme que ce contrat avec la CNT a pour unique but d'aider le peuple libyen.

Toutefois il faut être bien naïf pour croire que les Libyens qui sont pris dans le chaos des feux croisés recevront un seul cent de ce contrat.

Pendant que les USA règlent avec brio leur problème de pétrole, les leaders arabes et occidentaux se préparent à décider de l'avenir de la Libye. Les membres du soi-disant groupe de contact -une coalition des différents pays et organisations internationales qui ont officiellement reconnu le CNT comme gouvernement légitime de la Libye- doivent se réunir dans les Emirats Arabes Unis. C'est la troisième fois que ce groupe se réunit pour discuter du développement potentiel du pays après la fin du régime de Kadhafi.

Il est surprenant qu'en dépit du fait qu'ils ont commencé à leur acheter du pétrole, les USA n'aient pas reconnu le nouveau gouvernement de la Libye. "Nous étudions la question mais nous n'avons pas encore pris de décision" a dit un officiel étasunien à propos d'une éventuelle reconnaissance du CNT.

Pendant que les membres du groupe de contact décident de l'avenir de la Libye après Kadhafi, Kadhafi lui-même ne semble pas décidé à abandonner le pouvoir. "Nous ne nous rendrons pas, nous ne renoncerons pas," a déclaré le leader assiégé en réponse à l'intensification des bombardements de Tripoli par les forces de l'OTAN. L'OTAN doit reconnaître que toutes ses manoeuvres pour mettre fin au conflit restent lettre morte et que pendant ce temps le pays s'enfonce de plus en plus dans le chaos.

Selon le dernier rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, des crimes de guerre continuent d'être commis dans le pays au bord de l'anarchie et cela signifie que les citoyens libyens paient de leur sang les ambitions européennes et le pétrole étasunien.

Pour consulter l'original : <http://english.ruvr.ru/2011/06/10/5...>

<http://polymedia.skynetblogs.be/>

17/06/2011

<http://www.alterinfo.net/notes/>

Des élus américains portent plainte contre Obama.

Des élus de la Chambre des représentants américaine ont déposé une plainte mercredi devant un tribunal fédéral à Washington contre la décision du président Barack Obama de se passer du feu vert du Congrès pour lancer les opérations militaires en Libye.

La plainte appelle à "protéger les plaignants et le pays" face à la politique du président Obama en Libye.

Les plaignants, une dizaine d'élus des deux bords menés par le démocrate Dennis Kucinich et son collègue républicain Walter Jones, reprochent au président d'avoir "unilatéralement" engagé les forces américaines contre le régime de Mouammar Kadhafi "sans déclaration de guerre du Congrès", ce qui constitue selon eux, une violation de la constitution.

Les élus affirment également que l'action de l'administration a été lancée en violation du traité de l'Atlantique nord ratifié par le Congrès américain et que l'utilisation de fonds pour l'opération en Libye sans l'accord du Congrès est anticonstitutionnelle. Enfin, ils estiment que la loi américaine de 1973 ou "Loi sur les pouvoirs de guerre" ("War Powers Resolution") conçue pour limiter les pouvoirs présidentiels sur le déclenchement des guerres, n'a pas été respectée par le président Obama.

La loi stipule que sans autorisation du Congrès, un retrait doit être entamé après 60 jours et entièrement achevé après 90 jours. Cette dernière limite sera atteinte dimanche.

Mardi, le président de la Chambre des représentants américaine, John Boehner, a mis en garde M. Obama au sujet d'une éventuelle poursuite des opérations militaires américaines en Libye sans autorisation du Congrès.

La Maison Blanche a indiqué qu'elle répondrait à cette demande, mais pour l'administration l'intervention américaine, "limitée" et sous la houlette de l'Otan, ne nécessite pas d'autorisation du Congrès.

15/06/2011

Paroles & action du président Kadhafi

J'ai tenu tête à l'agression des croisés de l'OTAN, résisté à la cruauté, contrecarré la trahison

MESSAGE DU COLONEL MOUAMMAR KADHAFI AU MONDE!

Traduit de l'arabe en anglais par le professeur Sam Hamod.

Depuis 40 ans, à moins que ce ne soit plus, je ne me souviens pas, j'ai fait tout mon possible pour donner aux gens des maisons, des hôpitaux, des écoles, et, quand ils avaient faim, je leur ai donné à manger. À Benghazi, j'ai même transformé le désert en terres arables, j'ai tenu tête aux attaques de ce cow-boy, Reagan, quand il a tué ma fille adoptive orpheline. Essayant de me tuer, il a tué à la place cette pauvre enfant innocente. Ensuite, j'ai épaulé mes frères et sœurs d'Afrique avec de l'argent pour l'Union africaine.

J'ai fait tout mon possible pour aider les gens à comprendre le vrai concept de démocratie, qui consiste en des comités populaires dirigeant leur pays. Mais ce n'était jamais assez, comme me l'ont dit certains. Même ceux qui possédaient une maison de 10 chambres, des costumes et du mobilier neufs, n'étaient jamais satisfaits. Ils étaient si égoïstes qu'ils en voulaient toujours plus. Ils ont dit aux Zuniens et aux autres visiteurs qu'ils avaient besoin de « liberté » de « démocratie » et n'ont jamais réalisé qu'il s'agit d'un système de panier de crabes, où le plus gros bouffe les autres. Ils étaient seulement ensorcelés par ces mots, sans réaliser jamais qu'en Zunie, il n'y a pas de médicaments gratuits, ni d'hôpitaux gratuits, ni de logement gratuit, ni d'enseignement gratuit, ni non plus de nourriture gratuite, sauf quand les gens sont obligés de mendier ou de faire longtemps la queue pour avoir de la soupe.

Non, peu importe ce que j'ai réalisé ! Pour certains ce n'était jamais assez. Mais les autres savaient que j'étais le fils de Gamal Abdel Nasser, le seul vrai leader musulman arabe que nous avons eu depuis Salah-al-Din. Nasser était sur ses traces quand il a exigé le canal de Suez pour son peuple, tout comme j'ai réclamé la Libye pour mon peuple. J'ai essayé de l'imiter pour garder mon peuple libre de la domination coloniale, des voleurs qui nous détroussent.

Maintenant, je suis attaqué par la plus grande force de l'histoire militaire. Obama, mon petit-fils africain, veut me tuer, priver notre pays de liberté, nous priver de la gratuité de nos biens : logements, médecine, éducation, nourriture, et remplacer tout ça par la grivèlerie à la zuniennne appelée « capitalisme. » Or, nous tous, dans le tiers monde, savons ce que cela veut dire. Cela signifie que les multinationales dirigeront le pays, dirigeront le monde, et le peuple souffrira. Voilà pourquoi il n'y a pas d'autre solution pour moi, je dois prendre mes dispositions. Et si Allah le veut, je mourrai en suivant Sa Voie, la voie qui a rendu notre pays riche en terres arables, avec de quoi manger et la santé, et nous a même permis d'aider nos frères et sœurs africains et arabes en les faisant travailler ici avec nous, dans le Jamahiriya libyen.

Je ne désire pas mourir, mais si cela devait advenir, pour sauver cette terre, mon peuple, tous ces milliers de gens qui sont tous mes enfants, alors qu'il en soit ainsi.

Que ce testament soit ma voix dans le monde. J'ai tenu tête à l'agression des croisés de l'OTAN, résisté à la cruauté, contrecarré la trahison ; je me suis élevé contre l'Occident et ses ambitions colonialistes, et, avec mes frères africains, mes vrais frères arabes et musulmans, je suis dressé comme un phare de lumière. Quand d'autres construisaient des châteaux, je vivais dans une maison modeste et dans une tente. Je n'ai jamais oublié ma jeunesse à Syrte, je n'ai pas stupidement dépensé notre trésor national, et comme Salah-al-Din, notre grand leader musulman qui sauva Jérusalem pour l'Islam, je n'ai guère pris pour moi-même...

En Occident, sachant pourtant la vérité, certains me qualifient de « fou » de « bizarre », ils continuent de mentir, ils savent que notre pays est indépendant et libre, et non pas sous emprise coloniale, que ma vision, ma conduite, est et a été sincère et pour

mon peuple, et que je me battrai jusqu'à mon dernier souffle pour garder notre liberté. Puisse Allah Tout-Puissant nous aider à rester fidèles et libres.

Résistance

L'armée annonce avoir abattu vendredi un hélicoptère de l'OTAN.

- Les forces armées libyennes ont abattu vendredi à l'aube un hélicoptère de l'OTAN au large des côtes de Zlitan, à 170 km à l'est de Tripoli, annonce la télévision libyenne.

L'hélicoptère abattu ce vendredi matin menait un raid sur la région de Al-Dafniya, à l'est de Zlitan.

Citant un porte-parole militaire libyen, la même source indique que c'est le troisième appareil militaire de l'OTAN abattu depuis le début des frappes aériennes de l'Occident contre la Libye. La France et la Grande-Bretagne ont fait entrer en action, depuis le 4 juin, leurs hélicoptères de type Tigre, Gazelle et Apache.

Selon la télévision libyenne, les forces armées libyennes ont gravement touché une frégate canadienne, 'Charlo Town', et le destroyer 'Liverpool' au large des côtes de Misurata, dans la nuit du 12 mai dernier.

Analyse

Patrick Haimzadeh : Les dix erreurs de l'Otan en Libye

Du mythe du sauvetage de Benghazi à la sous-estimation de la capacité de mobilisation de Kadhafi en passant par des choix militaires inadaptés, Patrick Haimzadeh, ancien diplomate français à Tripoli, analyse la façon dont la « coalition » se fourvoie.

Pour qui aurait manqué les mensonges qualifiant l'armée irakienne de « quatrième armée du monde » en 1991 et ceux des armes de destruction massive de Saddam Hussein en 2003, l'année 2011, avec la guerre de l'Otan en Libye, aura offert une belle séance de rattrapage.

Ayant vécu et travaillé de nombreuses années dans des pays arabes dotés de régimes autoritaires, je me suis bien sûr réjoui des mouvements d'émancipation des peuples arabes de ce début d'année 2011. Etre critique à l'égard de la guerre de l'Otan en Libye ne signifie nullement que j'éprouve une quelconque sympathie pour le régime du dictateur libyen qui a toujours fait preuve d'une grande violence à l'encontre de sa population, ni que je préfère le statu quo ante à la promotion des valeurs universelles de dignité et de liberté auxquelles aspire légitimement le peuple libyen.

L'analyse des dix mensonges, contrevérités et erreurs sur cette guerre en Libye, relayés par les principaux médias français depuis plus de trois mois, s'appuie autant sur une expérience de terrain en Libye que sur une expertise d'ancien officier de l'armée de l'Air française.

1. Insurrection ou guerre civile ?

Le 19 mars 2011, date du début des bombardements de la « coalition », il ne s'agissait plus d'une insurrection populaire mais déjà d'une guerre civile.

L'insurrection populaire qui a débuté en Cyrénaïque et dans deux régions de Tripolitaine (Misrata et la montagne de l'Ouest, dite djebel Nefoussa) n'a duré qu'une dizaine de jours. Elle a laissé la place, dès lors, à une guerre civile entre deux entités politiques déjà en place au moment du vote de la résolution 1973. D'un côté, le régime de Kadhafi, condamné à terme, et de l'autre le Conseil national de transition (CNT) représentant principalement les populations insurgées de Cyrénaïque et de Misrata, et qui est aujourd'hui reconnu par une quinzaine de pays comme autorité légitime du peuple libyen. Selon ses dires, le CNT comprendrait également des représentants des zones toujours sous la coupe du colonel Kadhafi (soit environ deux tiers de la population libyenne) mais leurs identités sont tenues secrètes. On peut douter cependant de leur représentativité, leurs régions d'appartenance étant toujours sous le strict contrôle du régime de Kadhafi.

Que la propagande du CNT cherche à faire passer tous les combattants de Kadhafi pour des mercenaires africains est naturel. On peut comprendre en effet que les insurgés soient enclins à dissimuler le fait que ce sont d'autres Libyens qui se battent pour le soutien du régime, et cherchent ainsi à nier l'existence d'une guerre civile. Rien n'illustre pourtant mieux cette idée de guerre civile que l'exemple de cet ami libyen, appartenant à la grande tribu arabe des montagnes de l'ouest, qui se bat contre Kadhafi. Son ex-femme et mère de ses enfants appartient à une tribu majoritairement fidèle à Kadhafi. Son fils aîné, qui vivait avec sa mère au moment de l'insurrection, se bat désormais dans les rangs des fidèles de Kadhafi et leur père n'a qu'une angoisse : se retrouver un jour confronté dans les combats à son propre fils !

Le schéma binaire du bien contre le mal et du peuple en armes contre le dictateur isolé est donc une belle image de philosophe parisien qui malheureusement ne correspond pas aux réalités du terrain.

2. Le mythe du « sauvetage de Benghazi » (1)

Les forces de Kadhafi (moins d'un millier d'hommes accompagnés au maximum d'une vingtaine de chars sans logistique) n'avaient pas les moyens de commettre un « bain de sang » à Benghazi, ville de plus de 30 km de long et de 800.000 habitants, et encore moins de « reprendre » toute la Cyrénaïque libérée dont les habitants disposaient des armes récupérées dès les premiers jours de l'insurrection.

L'exemple de Misrata, dont les habitants ont repoussé héroïquement les forces de Kadhafi, démontre que les insurgés sont capables de se battre brillamment pour défendre leur territoire. C'est ainsi que la belle histoire des chars détruits in extremis (en réalité au nombre de quatre !) par l'armée de l'air française, sauvant ainsi Benghazi du carnage et la Cyrénaïque du bain de sang annoncé, est devenu un des mythes fondateurs et justificateurs de cette guerre. Cette belle histoire à laquelle nous avions tous envie de croire, racontée par un écrivain à succès et un président en mal de popularité, n'en constitue pas moins une opération de propagande, consciencieusement relayée sans analyse critique par la quasi-totalité des politiques et médias français.

3. Des buts de guerre confus et évolutifs, une lecture « extensible » du mandat fixé par la résolution 1973

Le but de guerre affiché initialement, qui découlait du mandat fixé par la résolution 1973, était la protection des populations civiles. Dès lors que l'insurrection avait déjà laissé la place à une guerre civile, comme nous l'avons vu précédemment, ce but de guerre pouvait prêter à confusion puisque les insurgés n'étaient plus alors des civils désarmés mais des combattants. Ces combattants ont d'ailleurs fait la preuve de leur héroïsme et de leurs

capacités tactiques à Misrata et dans le djebel Nefoussa. Le but de guerre, initialement implicite, du départ ou de la mort de Kadhafi est devenu progressivement explicite. Il constitue désormais la condition posée par l'Otan à l'arrêt des bombardements, ce qui représente une lecture largement extensible de la résolution 1973, voire une violation du cadre de cette résolution au regard du droit international.

Enfin, les bombardements d'objectifs situés dans des zones habitées de Tripoli, loin de protéger les civils, en ont déjà tué un certain nombre qui entrent pour l'Otan dans la catégorie des « victimes collatérales ». Si la précision des bombardements, le vocabulaire utilisé pour les qualifier -« frappes ciblées »- et l'absence d'images des destructions et des victimes peuvent le faire oublier, ces victimes sont là pour rappeler qu'il n'y a pas de guerre ni de bombardement humanitaire.

4. L'absence de « plan B » face à l'escalade ou à l'enlèvement

« La guerre mène au paroxysme de la violence. » Cette phrase de Clausewitz, le célèbre théoricien prussien de la guerre, trouve toute son illustration dans l'escalade militaire observée depuis trois mois. Après nous avoir expliqué que les bombardements de l'aviation permettraient aux insurgés de l'emporter rapidement, puis qu'ils provoqueraient la chute du régime par « délitement », on nous a vanté l'action des drones américains, puis des hélicoptères censés provoquer une « rupture tactique ».

Cette escalade a aujourd'hui atteint ses limites du fait de la nécessité de minimiser les « victimes civiles collatérales » qui auraient évidemment un impact négatif sur les opinions publiques des pays de l'Otan, et parce que la résolution 1973 exclut l'envoi de troupes au sol.

En l'absence de « plan B » de sortie, l'Otan est donc condamnée à gagner son pari de chute du régime ou à s'enliser dans ce conflit. La propagande quotidienne de l'Otan affirmant que les jours de Kadhafi sont comptés cache mal l'impasse de l'option militaire.

5. La surestimation de la capacité militaire des insurgés, notamment à porter la guerre hors de leurs territoires d'origine

Les insurgés de Cyrénaïque, de Misrata et du djebel Nefoussa ont fait la preuve de leur capacité à défendre héroïquement, voire à reprendre leur ville, leur village ou leur montagne. Ils sont en revanche beaucoup plus réticents à aller porter le combat sur des territoires qui ne sont pas les leurs. Ils savent en outre que toute incursion de combattants armés en provenance d'une autre région serait mal perçue par les locaux qui risquent fort de ne pas les accueillir en libérateurs, à plus forte raison si ces locaux appartiennent à des tribus ou des clans restés fidèles ou sympathisants à Kadhafi.

Imaginer que les Libyens originaires de Cyrénaïque ou de Misrata puissent « libérer » la Tripolitaine encore sous le joug de Kadhafi est une grave erreur. Chaque région libyenne devra se soulever par elle-même et c'est au niveau local que tout se jouera (ou non...)

6. La sous-estimation de la volonté de résistance de Kadhafi

Le colonel Kadhafi s'est construit, psychologiquement et politiquement, dans la lutte contre toute forme de colonialisme et d'impérialisme. Ainsi cite-t-il toujours l'expédition franco-britannique de Suez, en 1956, comme l'événement qui a fait naître sa conscience politique. Ironie de l'Histoire, ce sont ces deux mêmes pays qui sont aujourd'hui à la tête de la guerre menée contre lui.

Contrairement au dictateur déchu Ben Ali et à l'autocrate Moubarak, Kadhafi est porté par une idéologie et un goût pour la confrontation et le combat et il a pour modèles Che Guevara et Fidel Castro. Il ira donc jusqu'au bout de son combat et on voit mal comment il pourrait accepter de quitter ce pouvoir qui est toute sa vie depuis 42 ans pour aller finir ses jours comme un simple retraité dans une résidence africaine. Conditionner l'arrêt des bombardements à son départ de Libye est donc un but de guerre irréaliste qui méconnaît la personnalité du dictateur.

7. La sous-estimation de la capacité de mobilisation de Kadhafi

Cette erreur d'analyse s'explique en partie par l'enthousiasme suscité par les succès des insurrections en Tunisie et en Egypte, qui ne sont pourtant absolument pas transposables au cas libyen. Portés par la propagande d'Al-Jazeera et par la confusion entre leurs désirs et les réalités du terrain, nombre de commentateurs n'ont pas voulu voir qu'une fois passé le choc initial, Kadhafi avait repris la situation en mains dans la capitale et dans une grande partie de la plaine côtière où réside plus de la majorité de la population de Tripolitaine. Sans compter le grand sud (Fezzan), dont on a oublié qu'il ne s'est pratiquement pas soulevé.

S'il est dérangeant de penser qu'un régime dictatorial dispose d'une certaine base sociale, nier cette réalité ou la négliger conduit à de graves erreurs d'analyse. Là aussi, tout laisse à penser que la décision d'entrer en guerre a été prise sans connaissance ni analyse un peu sérieuse et objective des réalités du pouvoir et de la société libyenne.

8. Des modes d'actions militaires inadaptés au cas libyen

Au plan tactique (soutien direct des insurgés) comme au plan stratégique (bombardement direct de Kadhafi, incitation à la défection de son cercle de fidèles ou délitement du régime), force est de constater que les effets des quelque 4000 missions de bombardement réalisées par l'Otan depuis plus de 3 mois sont peu probants. L'Otan annonce bien évidemment que l'attrition des forces de Kadhafi est sérieuse et s'accroît de jour en jour. A supposer que l'Otan soit en mesure d'évaluer précisément ces taux d'attrition, ce genre de déclaration ne peut néanmoins constituer une base sérieuse pour l'analyse, compte tenu de la propagande et de la guerre psychologique pratiquées par toute force ou tout Etat engagé dans un conflit.

Certains responsables et experts militaires ont par ailleurs évoqué depuis le début de cette guerre la notion de « point d'inflexion stratégique » qui, selon les théories américaines de la guerre aérienne moderne, élaborées

dans les années 1980 et 1990, correspond à l'effet de seuil systémique (ou de transition de phase) au delà duquel survient inmanquablement le délitement de l'ensemble de l'appareil d'Etat. Ces théories, conçues pour s'appliquer dans le cadre de campagnes de bombardements de haute intensité 24 heures sur 24 contre des pays disposant d'un appareil d'Etat, d'un complexe militaro-industriel et d'une armée constituée, sont inadaptées à la Libye qui n'a rien de tout cela. Au lieu de se déliter, le régime s'adapte et se recompose en permanence. L'Otan peut continuer à bombarder chaque jour des entrepôts vides, des casernes désaffectées, des états-majors et des ministères fantômes et des centres de commandement qui ne commandent rien : cela n'aura qu'une incidence marginale sur la chute du régime. La seule courbe avérée dans ce domaine est celle du temps qui passe ; à savoir que chaque jour qui passe verra Kadhafi plus vieux d'un jour...

9. L'irruption d'un acteur étranger dans une guerre civile, loin de régler les problèmes, tend à en créer de nouveaux

La France et les autres pays de l'Otan impliqués dans les bombardements de la Libye sont les acteurs militaires directs d'un conflit intérieur libyen. Quelle que soit l'évolution de la guerre en Libye, la poursuite des opérations militaires de l'Otan au-delà de l'objectif initial de protection des populations civiles contribue chaque jour à confisquer la révolte libyenne au peuple libyen. Si tant est que cette guerre apporte la victoire à terme de l'insurrection, pour une partie de la population libyenne elle apparaîtra comme un sous-produit d'une nouvelle intervention militaire occidentale dans un pays arabe. Et ce n'est pas la participation symbolique des Emirats arabes unis, dont on sait qu'ils abritent depuis peu une importante base militaire française, et du Qatar qui a soutenu dès le départ l'insurrection libyenne par la voix de sa chaîne Al-Jeezira (tout en se gardant de dénoncer l'intervention militaire saoudienne pour mater le début d'insurrection populaire au Bahreïn), qui changeront cette perception.

Enfin, les bombardements qui frappent tous les jours Tripoli depuis trois mois et qui font -quoi qu'on en dise- des victimes civiles, ainsi que l'embargo et l'isolement international dont les populations civiles de Tripolitaine sont les premières à souffrir, contribuent à entretenir le ressentiment d'une majorité d'habitants de cette région, tant à l'égard des Occidentaux que des habitants de Cyrénaïque, accusés à juste titre d'avoir appelé à l'intervention militaire directe de puissances étrangères contre d'autres Libyens.

En ce sens, la poursuite de l'intervention militaire directe de l'Otan dans cette guerre pose plus de problèmes à long terme pour la Libye qu'elle n'en résout. A fortiori quand les buts de guerre de l'Otan n'ont plus qu'un rapport lointain avec l'objectif initial affiché de « protection des populations civiles ».

10. Le préalable du départ de Kadhafi à l'ouverture de négociations prolonge la guerre civile et installe le pays dans la violence

Alors qu'aucune issue militaire ne se dessine sur le terrain (sauf coup direct très hasardeux d'une bombe sur Kadhafi), la probabilité est forte que la guerre civile se prolonge longtemps. Les trois zones « libérées » peuvent continuer avec des succès divers, et selon des modalités qui leur sont propres, à s'installer dans une économie de guerre civile dont les ressorts sont bien connus. Les réseaux d'économie informelle sont déjà en place.

Chaque jour qui passe contribue à renforcer l'addiction psychologique aux combats et la violence mimétique des acteurs, phénomène bien connu des observateurs des guerres civiles.

Si le radicalisme des cadres du CNT et de certains combattants insurgés qui luttent depuis plus de trois mois pour se libérer est compréhensible, il est loin d'être avéré que l'ensemble de la population libyenne souhaite voir perdurer cette guerre civile et la partition de facto du pays. En renforçant les extrémistes du CNT dans l'idée que la victoire militaire est possible grâce aux bombardements et qu'aucune solution négociée n'est acceptable, les responsables des pays de l'Otan (principalement la France et la Grande-Bretagne) portent une part de responsabilité dans la poursuite de cette guerre.

Le refus de la France, la Grande-Bretagne et des Etats-Unis (qui n'ont pourtant toujours pas reconnu officiellement le CNT) d'explorer la voie d'une transition progressive vers une Libye post-Kadhafi qui ne passerait pas par le préalable indispensable du départ de Kadhafi du pays est donc contraire à l'objectif affiché de protection des populations civiles.

Il y a urgence à trouver une solution négociée dans le double but de sauver des vies et garantir la préservation d'un « vivre ensemble » libyen à plus long terme.

(1) Lire aussi : « Libye : qui veut lâcher BHL », par Patrick Haimzadeh, 22 avril 2011.

Deuxième conseiller près l'ambassade de France à Tripoli de 2001 à 2004, **Patrick Haimzadeh** vient de publier « Au cœur de la Libye de Kadhafi », aux Editions J.C Lattès.

Patrick Haimzadeh

<http://blogs.mediapart.fr/edition/l...>

1 Lutte pour la libération du territoire

Les rebelles piégés

Parallèlement aux péripéties diplomatiques, les combats entre forces loyalistes et rebelles se sont durcis à travers la Libye, notamment sur la ligne de front entre Ajdabiya et Brega, dans l'Est, où 21 rebelles ont été tués lundi selon un commandant des rebelles.

À 40 km à l'ouest de Brega, les rebelles tentent de gagner ce site pétrolier stratégique défendu par 5 000 à 6 000 soldats loyalistes, selon la rébellion. Selon un commandant de la rébellion, Moussa el-Mograbi, 21 rebelles ont été tués lundi par les

pro-Kaddafi dans ces combats sur la ligne de front à mi-chemin entre Ajdabiya et Brega. « Nos hommes ont été piégés. Les soldats de Kaddafi ont fait semblant de se rendre, ils sont arrivés avec un drapeau blanc, puis ils leur ont tiré dessus », a affirmé El-Mograbi.

À Zawiyah, ville côtière à 40 km à l'ouest de la capitale, des combats font également rage depuis samedi, date à laquelle les insurgés affirment avoir repris une partie de la cité, contrôlée depuis mars par les forces gouvernementales. Enfin, dans les montagnes berbères de l'ouest, la région du Jebel Garbi, au moins neuf rebelles sont morts et une cinquantaine ont été blessés dimanche. (avec AFP)

Lire l'article sur Jeuneafrique.com : Libye : Clinton appelle l'Afrique à s'unir contre Kaddafi, l'Allemagne reconnaît le CNT | Jeuneafrique.com - le premier site d'information et d'actualité sur l'Afrique

14/06

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110614101848/diplomatie-ua-libye-rebellionlibye-clinton-appelle-l-afrique-a-s-unir-contre-kaddafi-l-allemande-reconnait-le-cnt.html>

L'OTAN attaquée (Robert Gates)

L'OTAN dément l'information qu'un de ses hélicoptères ait été abattu, en garantissant que tout va bien. Nos avions, a dit le 10 juin le porte-parole du Commandement conjoint allié à Naples, ont effectué 10.500 missions sur la Libye dont la moitié environ de bombardement, et intensifient les attaques sur des objectifs à Tripoli. En conclusion, « notre tactique fonctionne ». Tout cependant ne fonctionne pas comme on voudrait à Washington. Dans son intervention le même jour à Bruxelles, devant un think tank européen, le secrétaire étasunien à la Défense Robert Gates a déclaré qu'un avenir « sombre » se dessine pour l'OTAN. Les Etats-Unis, « leader traditionnel » de l'alliance, sont épuisés à cause d'une décennie de guerre et de déficits croissants de leur budget, mais ne voient pas d'engagement correspondant chez leurs alliés.

L'OTAN, critique Gates, fonctionne à deux vitesses : d'un côté il y a les alliés qui ont la volonté et la capacité de payer le prix et de tenir des engagements (parmi lesquels, même s'il ne la nomme pas, se trouve l'Italie), de l'autre ceux qui profitent des bénéfices de leur appartenance à l'OTAN mais ne veulent pas partager les risques et les coûts. Certains, même, veulent que ce soit les contribuables étasuniens qui endossent la charge croissante provoquée pour la sécurité de l'Alliance par la réduction des budgets européens de la défense. Faible aussi l'engagement des alliés en Afghanistan, où, en plus, ceux-ci imposent des restrictions à l'utilisation de leurs propres forces. Et, malgré la décision de l'OTAN d'assumer le commandement de la guerre aérienne en Libye, l'alliance est à cours de bombes après 11 semaines seulement de bombardements. Toute l'opération échouerait s'il n'y avait un gros soutien continu des Etats-Unis, qui fournissent aux alliés les armes pour les attaques aériennes (bombes et missiles), ceux-ci n'ayant pas fait les investissements requis pour avoir les armes nécessaires dans des opérations guerrières prolongées. La guerre en cours en Libye, souligne Gates, prouve que l'alliance est désespérément à court d'avions de reconnaissance et pour l'approvisionnement en vol des chasseurs-bombardiers. Le problème principal est le manque d'investissements militaires adéquats dans trop de pays de l'OTAN. Ces pays doivent donc potentialiser leur capacité de combat, en termes de ressources financières, d'entraînement et de logistique. Au Congrès et dans le monde politique étasuniens on assiste de fait à une diminution de l'envie et de la patience de dépenser toujours plus de fonds précieux pour le compte de nations qui ne semblent pas disposées à consacrer les ressources nécessaires ou à faire les changements qui s'imposent pour être des partenaires sérieux et compétents dans la défense.

Sur le ton du caporal hurlant sur ses recrues, le chef du Pentagone engueule les alliés, en les rappelant à la discipline. Il leur ordonne d'avoir plus d'engagement dans les guerres et de plus dépenser dans le domaine militaire, sans dire que toutes les guerres de l'après-guerre froide (les deux contre l'Irak, celles contre la Yougoslavie, l'Afghanistan et la Libye) ont été voulues et dirigées par Washington pour ses propres intérêts, et sans dire que la dépense militaire de l'OTAN atteint les deux tiers de la dépense mondiale.

Nous sommes avertis : les 25 milliards d'euros annuels que l'Italie dépense dans le militaire ne suffisent pas[1]. Il en faut davantage pour que l'Italie puisse rester parmi ceux dont le Pentagone fait la promotion.

1] La France, d'après http://fr.wikipedia.org/wiki/Budget_de_la_D%C3%A9fense, était en 2010 au 4ème rang mondial des dépenses annuelles de défense (59,3 milliards de dollars).___.___.___.

Edition de samedi 11 juin de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110611/manip2pg/08/manip2pz/304756/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=25224>

2 Politique Libyenne

Les grandes manœuvres

Le gouvernement libyen refuse d'envisager le départ de Kadhafi.

Le gouvernement libyen ne participera pas aux négociations sur le règlement du conflit libyen si le départ de Mouammar Kadhafi est posé comme condition des pourparlers, annonce lundi le porte-parole du gouvernement

libyen, Moussa Ibrahim.

"Je ne saluerai aucune personne qui proposera à Mouammar Kadhafi de renoncer à ses fonctions. Seul le peuple libyen a le droit de décider du sort de Kadhafi", a indiqué M. Ibrahim cité par l'agence Chine Nouvelle.

RIA Novosti

13 juin -

<http://fr.rian.ru/world/20110613/189826722.html>

Sur le terrain

Tripoli accuse l'Otan de « barbaries »

19 juin

Au moins cinq membres d'une même famille, dont deux enfants, ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche dans un raid de l'Otan à Tripoli, a affirmé le régime libyen.

Un immeuble de deux étages, dans lequel résidaient cinq familles, selon les autorités, a été détruit par le bombardement dans le quartier populaire d'Al-Arada, à l'est de Tripoli. Au moins deux autres maisons voisines ont été endommagées.

Deux corps ont été retirés des décombres devant les correspondants de la presse internationale, emmenés par les autorités sur place, où des dizaines d'habitants et de curieux étaient rassemblés.

À l'hôpital de Tripoli, les journalistes ont par ailleurs pu voir les corps de deux enfants de moins de deux ans et celui d'une femme, tous membres de la même famille, selon les autorités.

Le porte-parole du régime libyen Moussa Ibrahim a affirmé s'attendre à un bilan plus lourd, car selon lui pas moins de 15 membres de la famille Al-Gharari, dont des enfants, habitaient l'immeuble détruit.

Il a accusé l'Alliance atlantique de commettre des « barbaries » en visant « délibérément des civils ». « C'est une autre nuit de tuerie, de terreur et d'horreur, causée par l'Otan », a-t-il déploré, en affirmant qu'il n'y avait pas d'installations ou de véhicules militaires à proximité du quartier.

Les dirigeants américains, français, britanniques et italiens, qui conduisent les opérations militaires, sont « responsables moralement et légalement de ces meurtres », a-t-il dit, assurant : « Ce n'est pas de la propagande. Ce n'est pas une chose qui peut être mise en scène ».

M. Ibrahim a appelé à nouveau la communauté internationale à arrêter « l'agression » contre la Libye et à encourager un dialogue entre toutes les parties pour mettre fin au conflit qui déchire le pays depuis le déclenchement de la rébellion mi-février.

« L'Otan est très bonne lorsqu'il s'agit d'attaquer et de tuer les gens mais très mauvaise lorsqu'il s'agit de commencer toute sorte de dialogue », a-t-il dit.

À 9 heures, l'Otan, qui a pris le 31 mars les rênes de l'intervention internationale en Libye, sous mandat de l'ONU, pour protéger la population civile, n'avait pas réagi à ces accusations.

Jeudi, elle avait démenti les affirmations du régime selon lesquelles 12 personnes avaient péri mercredi dans un raid de ses forces à Kikla au sud de Tripoli, affirmant n'avoir mené aucune frappe dans cette localité.

Des « crimes de guerre »

Dans la nuit de vendredi à samedi, le Premier ministre libyen, Baghdadi Mahmoudi, avait déjà accusé l'Otan de commettre des « crimes de guerre et des crimes contre l'humanité » en Libye et appelé à « une réunion urgente » de l'ONU pour examiner ces crimes.

L'Otan avait alors jugé ces déclarations « scandaleuses » : « C'est Kadhafi et son régime qui ont systématiquement et brutalement attaqué le peuple libyen », avait affirmé un porte-parole.

Pour autant, samedi soir, l'Otan a reconnu qu'un de ses avions avait accidentellement frappé une colonne des forces rebelles dans la région de Brega (est) le 16 juin, disant regretter « toute perte en vies humaines ou toute blessure due à cet incident ».

Une réunion de hauts responsables de l'ONU, de l'Union européenne, de la Ligue arabe, de l'Organisation de la conférence islamique et de l'Union africaine a insisté samedi au Caire sur la nécessité « d'accélérer le lancement d'un processus politique qui réponde aux aspirations légitimes du peuple libyen ».

La réunion a également « souligné l'importance du rôle de l'ONU » et « l'importance d'appliquer entièrement les résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité ».

La résolution 1973 autorise « toutes les mesures nécessaires » pour protéger les civils de la répression de Mouammar Kadhafi et prévoit une zone d'exclusion aérienne pour empêcher l'aviation du régime de pilonner ses opposants.

Les « prémices d'un processus de négociation » pour mettre fin au conflit commencent à se dessiner, a déclaré de son côté le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, en soulignant la nécessité pour la communauté internationale d'adresser un « message cohérent » sur une solution politique.

Depuis mi-février, le conflit a fait entre « 10.000 et 15.000 » morts et obligé près de 952.000 personnes à prendre la fuite, selon des organisations internationales.

(D'après AFP)

Des Canons ... pas du beurre

Des dizaines de civils tués dans l'attaque des navires de l'OTAN, à Zlitan.

Des dizaines de personnes ont été tuées, dans les attaques, d'hier soir, des navires des forces nord-atlantiques, contre la ville de Zlitan, en Libye.

Selon la télévision d'Etat libyenne, les forces kadhafistes continuent d'encercler la ville de Zlitan à 157 kilomètres à l'Est de Tripoli. Des sources indépendantes n'ont pas encore confirmé la véracité de cette information. L'entrée des journalistes étrangers à Zlitan reste toujours interdite. Toujours à propos de la Libye, sachez que les forces pro-Kadhafi ont posé des mines dans les régions montagneuses de l'Ouest libyen. Cité par Press TV, le Directeur de la division "Armes", à "Human Rights Watch", Steve Goose, a affirmé que les mines déposées dans la région montagnarde de Nafusa à l'Ouest du pays, présentaient un danger sérieux pour les civils. "Plus de 150 pays ont interdit l'utilisation des mines anti-personnelles mais la Libye continue de bafouer ce processus international en les utilisant", a-t-il précisé.

IRIB

22/06/2011

3 Politique des Usa

Obama - Clinton

Obama désavoué par la Chambre des représentants

La Chambre des représentants a rejeté vendredi, par 295 voix contre 123, une mesure donnant au président américain Barack Obama l'autorité pour continuer l'opération militaire contre la Libye.

Ce vote n'a pas d'effet immédiat sur l'implication américaine, mais il représente un désaveu pour le commandant en chef. C'est la première fois depuis 1999 que les deux chambres du Congrès américain votent contre une opération militaire. La dernière fois, c'est l'autorité de Bill Clinton dans la guerre en Bosnie qui avait été désavouée par les parlementaires.

Les leaders républicains à la Chambre des représentants avaient fait pression pour qu'un tel vote ait lieu, les membres de base affirmant que Barack Obama n'avait pas respecté la loi en ne demandant pas le feu vert du Congrès pour cette guerre qui a débuté il y a trois mois. Certains démocrates accusent les républicains de jouer avec la sécurité nationale à des fins politiques.

AP

Clinton : Le CNT, est le "représentant légitime" du peuple.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré jeudi que le **Conseil national de transition** (CNT), organe politique de la rébellion libyenne, était "le représentant légitime" du peuple de la Libye, rapportent les médias internationaux en référence à un haut responsable US.

Mme Clinton a fait cette déclaration, en s'adressant aux membres du groupe de contact sur la Libye, réunis à Abou Dhabi (Emirats arabes unis) pour préparer l'après-Kadhafi.

Les Etats-Unis sont devenus le 11e pays à reconnaître le CNT comme unique interlocuteur légitime en Libye, après la France, le Qatar, le Royaume-Uni, l'Italie, la Gambie, Malte, la Jordanie, le Sénégal, l'Espagne et l'Australie.

La Russie a reconnu le CNT à titre de partenaire légitime au dialogue sur l'avenir de la Libye.

Depuis février, le régime du colonel Kadhafi fait face à une révolte populaire dont la répression sanglante a provoqué une [intervention militaire internationale](#), suite à l'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité de l'Onu.

Le Conseil national de transition a été formé à Benghazi, ville de l'est de la Libye contrôlée par les insurgés, et s'est tout de suite proclamé l'unique autorité légitime dans le pays.

Alexei Kudenko :

09/06/2011

RIA Novosti

<http://fr.rian.ru/world/20110609/189795730.html>

Clinton appelle l'Afrique à s'unir contre Kaddafi,

En visite à Addis Abeba, Hillary Clinton a appelé l'Union africaine à marquer son rejet du régime de Tripoli. Lequel est chaque jour plus isolé, comme en témoigne la reconnaissance par l'Allemagne du CNT comme seul représentant légitime du peuple libyen.

Même s'il elle a dû écourter la dernière étape de sa mini tournée africaine, Hillary Clinton a pu s'exprimer lundi sur la Libye au siège de l'Union africaine, à Addis Abeba. « Je demande à tous les États africains de faire pression pour la mise en œuvre d'un véritable cessez-le-feu et d'appeler Kaddafi à quitter le pouvoir », a dit la secrétaire d'Etat américaine avant d'appeler les pays du continent « à suspendre les activités des ambassades » fidèles au régime de Tripoli et « à expulser les diplomates pro-Kaddafi ».

14/06

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110614101848/diplomatie-ua-libye-rebellionlibye-clinton-appelle-l-afrique-a-s-unir-contre-kaddafi-l-allemande-reconnait-le-cnt.html>

Gates : Les "lacunes" de l'OTAN pourraient "compromettre" la mission ()

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a mis en garde vendredi les alliés occidentaux de l'Otan contre leur manque d'investissements militaires et de volonté politique, soulignant que ces "lacunes" pourraient "compromettre" l'efficacité de la mission en Libye.

"Concernant l'opération de l'Otan en Libye, il est devenu douloureusement évident que des lacunes -en capacité et en volonté- ont le potentiel de compromettre la capacité de l'alliance à mener une campagne intégrée, efficace et durable dans les airs et sur mer", a affirmé M. Gates devant un centre de réflexion bruxellois, au lendemain d'une réunion avec ses homologues des 28 pays membres de l'Otan.

Il a mis en garde contre "une alliance à deux vitesses" avec quelques nations se contentant d'opérations humanitaires tandis que d'autres devraient supporter les opérations de combat.

"Ce n'est plus un souci hypothétique et c'est inacceptable", a relevé M. Gates.

Huit des 28 pays de l'Otan --Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Norvège et Royaume-Uni-- participent aux frappes aériennes en Libye.

La moitié des Etats membres de l'Alliance atlantique n'apportent aucune contribution. D'autres participent de manière limitée, comme l'Espagne ou les Pays-Bas, qui font seulement respecter la zone d'exclusion aérienne.

"Franchement, bon nombre de ces alliés restent à l'écart, non pas parce qu'ils ne veulent pas participer, mais simplement parce qu'ils ne peuvent pas. Les moyens militaires ne sont tout simplement pas là", a déploré M. Gates.

L'Otan pourrait avoir "un avenir sombre" si les alliés renoncent à des investissements militaires suffisants alors que l'Alliance atlantique est engagée sur deux fronts en Libye et en Afghanistan, a-t-il également souligné.

"Un tel avenir est possible, mais pas inévitable", a-t-il toutefois ajouté en exhortant les alliés à "arrêter et inverser ces tendances".

Actuellement, les Etats-Unis supportent à eux seuls 75% des dépenses militaires de l'alliance, a-t-il rappelé. Et il sera "de plus en plus difficile" pour Washington de maintenir ce niveau d'engagement.

Les Etats-Unis pourraient se montrer réticents "à dépenser des fonds de plus en plus précieux pour le compte de nations qui ne sont apparemment pas disposées à consacrer les ressources nécessaires ou à faire les changements nécessaires pour être des partenaires sérieux et compétents dans le domaine de leur propre défense", a dit M. Gates.

Il a déploré que l'Otan, "l'alliance militaire la plus puissante de l'histoire", qui peut revendiquer deux millions de personnes en uniforme ait dû "lutter, parfois désespérément, (avec ses Etats membres) pour maintenir un déploiement de 25.000 à 45.000 soldats", en Afghanistan. Et dans ce pays l'alliance demeure confrontée à des pénuries de matériel, notamment d'hélicoptères, d'avions de transport ou de surveillance, a-t-il ajouté.

De la même façon, en Libye, onze semaines seulement après le début de l'opération, certains alliés commencent à manquer de munitions et "exigent, une fois de plus, que les Etats-Unis compensent la différence", a-t-il également fait remarquer.

M. Gates qui doit quitter ses fonctions d'ici la fin du mois, après quatre ans et demi passés au Pentagone sous George W. Bush puis Barack Obama, s'exprimait sur l'avenir des relations transatlantiques.

10/06

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/707656/Libye%3A_les_%22lacunes%22_de_lOTAN_pourraient_%22compromettre%22_la_mission_%28Gates%29.html

Des Canons ... pas du beurre

Les Etats-Unis demandent à leurs alliés de plus s'investir dans l'OTAN

Le secrétaire à la défense américain, Robert Gates, a déploré, vendredi 10 juin, le manque d'investissements militaires et de volonté politique des alliés des Etats-Unis au sein de l'OTAN. Ces "lacunes" pourraient "compromettre" l'efficacité de la mission en Libye.

"Concernant l'opération de l'OTAN en Libye, il est devenu douloureusement évident que des lacunes – en moyens et en volonté – compromettent potentiellement la capacité de l'alliance à mener une campagne intégrée, efficace et durable dans les airs et sur mer", a affirmé le secrétaire d'Etat devant [un centre de réflexion bruxellois](#), au lendemain d'une réunion avec ses homologues des vingt-huit pays membres de l'OTAN.

Huit de ces vingt-huit pays – Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Norvège et Royaume-Uni – participent aux frappes aériennes en Libye. De sources proches des discussions, citées par l'agence Reuters, Robert Gates aurait notamment pressé l'Espagne, la Turquie et les Pays-Bas de participer à des missions aériennes de combat. Il aurait également demandé à l'Allemagne et à la Pologne, qui ne participent pas aux opérations, de trouver les moyens d'apporter leur soutien.

"UNE ALLIANCE À DEUX VITESSES"

Robert Gates a mis en garde contre "une alliance à deux vitesses", avec quelques nations se contentant d'opérations humanitaires tandis que d'autres devraient assumer les opérations de combat. "Ce n'est plus un souci hypothétique et c'est inacceptable", a-t-il relevé. L'OTAN pourrait avoir "un avenir sombre" si les alliés renoncent à des investissements militaires suffisants alors que l'Alliance atlantique est engagée sur deux fronts, en Libye et en Afghanistan, a-t-il également souligné.

Actuellement, les Etats-Unis supportent à eux seuls 75 % des dépenses militaires de l'alliance, a-t-il rappelé. Et il sera "de plus en plus difficile" pour Washington de maintenir ce niveau d'engagement. Les Etats-Unis pourraient se montrer réticents "à dépenser des fonds de plus en plus précieux pour le compte de nations qui ne sont apparemment pas disposées à consacrer les ressources nécessaires ou à faire les changements nécessaires

pour être des partenaires sérieux et compétents dans le domaine de leur propre défense", a dit M. Gates. Les contribuables américains, a-t-il souligné, n'ont pas pour vocation d'"assumer le fardeau croissant créé par les réductions des budgets européens de la défense".

Il a déploré que l'OTAN, "l'alliance militaire la plus puissante de l'histoire", qui peut revendiquer deux millions de personnes en uniforme ait dû "lutter, parfois désespérément, [avec ses Etats membres] pour maintenir un déploiement de 25 000 à 45 000 soldats", en Afghanistan. De la même façon, en Libye, onze semaines seulement après le début de l'opération, certains alliés commencent à manquer de munitions et "exigent, une fois de plus, que les Etats-Unis compensent la différence", a-t-il enfin déploré.

Robert Gates, secrétaire d'Etat à la défense depuis plus de quatre ans, sous George W. Bush puis Barack Obama, doit prendre sa retraite d'ici la fin du mois. Cette sortie, remarquée, intervient dans un discours qui se veut son testament politique.

http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2011/06/10/libye-les-etats-unis-demandent-a-leurs-allies-de-plus-s-investir-dans-l-otan_1534410_3208.html

4 Politique de L'OTAN

Des Canons ... pas du beurre

Raid Otan : un proche de Kadhafi blessé

Un proche conseiller du colonel Mouammar Kadhafi a été blessé samedi dans des bombardements de l'Otan contre une ville proche de Tripoli et il a été hospitalisé, indique un porte-parole des rebelles libyens.

Ni cette information, ni le fait que les Alliés aient mené des opérations près de la capitale Tripoli, n'ont été confirmés.

Plusieurs explosions ont été entendues près de la capitale elle-même pendant tout l'après-midi et jusque vers 20h00.

Le porte-parole des rebelles a précisé que le conseiller s'appelait El Khouwildy el Ahmeildy et qu'il était membre du Conseil des dirigeants de la révolution et que sa fille était mariée à l'un des fils du colonel. Selon lui, l'attaque aérienne s'est produite à 21h, samedi.

"El Khouwildy el Ahmeildy a été atteint lors d'une frappe aérienne de l'Otan contre une ville proche de Tripoli et il est maintenant soigné dans un hôpital", a-t-il dit à Reuters qui l'a joint au téléphone à Benghazi.

11/06

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/06/11/97001-20110611FILWWW00471-raid-otan-un-proche-de-kadhafi-blesse.php>

Des dizaines de civils tués en Libye dans l'attaque des navires de l'OTAN, à Zlitan.

Des dizaines de personnes ont été tuées, dans les attaques, d'hier soir, des navires des forces nord-atlantiques, contre la ville de Zlitan, en Libye.

Selon la télévision d'Etat libyenne, les forces kadhafistes continuent d'encercler la ville de Zlitan à 157 kilomètres à l'Est de Tripoli. Des sources indépendantes n'ont pas encore confirmé la véracité de cette information. L'entrée des journalistes étrangers à Zlitan reste toujours interdite. Toujours à propos de la Libye, sachez que les forces pro-Kadhafi ont posé des mines dans les régions montagneuses de l'Ouest libyen. Cité par Press TV, le Directeur de la division "Armes", à "Human Rights Watch", Steve Goose, a affirmé que les mines déposées dans la région montagnarde de Nafusa à l'Ouest du pays, présentaient un danger sérieux pour les civils. "Plus de 150 pays ont interdit l'utilisation des mines anti-personnelles mais la Libye continue de bafouer ce processus international en les utilisant", a-t-il précisé.

22/06/2011

IRIB

Les amis...de l'Otan

1 Allemagne

L'Allemagne reconnaît le CNT.

Autre pression diplomatique sur le régime libyen, Berlin a reconnu lundi le Conseil national de transition (CNT) comme le « représentant légitime du peuple libyen », selon les mots du ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle qui a effectué une visite à Benghazi. « Nous souhaitons une Libye libre, en paix et démocratique, sans Kaddafi », a-t-il ajouté, annonçant également l'ouverture d'une représentation diplomatique allemande dans la « capitale » des rebelles. En clair : l'Allemagne reste opposée à l'intervention de l'Otan contre les forces de Mouammar Kaddafi mais n'est pas inintéressée par les chantiers de la reconstruction post-conflit...

Kaddafi joueur d'échec

Après les Émirats arabes unis dimanche, l'Allemagne est devenue le 13e pays à reconnaître le CNT, isolant encore un peu plus le régime de Mouammar Kaddafi, lequel ne semble pas vraiment en avoir cure. Dimanche, celui-ci a de nouveau affirmé qu'il ne quitterait pas le pouvoir, malgré les défections en cascade et la multiplication des appels internationaux, notamment celui de la Russie, pourtant son ancien allié, qui doit envoyer la semaine prochaine un émissaire à Tripoli.

« Je ne suis ni Premier ministre ni président ni roi. Je n'occupe aucun poste en Libye. C'est pourquoi je ne dois renoncer à aucune fonction », a déclaré le colonel Kaddafi, selon les propos rapportés par le président russe de la Fédération internationale des échecs, Kirsan Ilioumjinov. Car les deux hommes se sont rencontrés à Tripoli... et ils ont joué aux échecs.

14/06

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110614101848/diplomatie-ua-libye-rebellionlibye-clinton-appelle-l-afrique-a-s-unir-contre-kaddafi-l-allemande-reconnait-le-cnt.html>

2 Belgique

"La Belgique peut poursuivre pour une longue période sa participation en Libye" ...

La Belgique peut poursuivre pour une longue période sa participation à l'opération "Unified Protector" de l'Otan en Libye, a assuré vendredi le ministre de la Défense, Pieter De Crem, même si les coûts s'avèrent plus élevés qu'envisagé au départ. "Nous pouvons continuer de manière indéterminée, il n'y a aucun problème d'ordre matériel et opérationnel", a-t-il affirmé au cours d'une réunion conjointe des commissions des relations extérieures et de la défense de la Chambre consacrée à la Libye. M. De Crem a concédé qu'il ignorait combien de temps cette intervention - entamée le 19 mars et dont la durée dépasse désormais l'opération "Allied Force" de l'Otan au Kosovo au printemps 1999 - durerait encore.

Le 'gouvernement' a décidé le 1er juin de poursuivre l'engagement militaire en Libye selon les mêmes modalités que celles des trois premiers mois de l'opération: six chasseurs-bombardiers F-16, un chasseur de mines et des membres d'équipage dans les avions radar AWACS de l'OTAN engagés dans l'opération "Unified Protector" de l'Alliance atlantique.

Les coûts, au départ estimés à douze millions d'euros, s'élèvent désormais à 13,748 millions d'euros nets (14,764 millions bruts) pour la période expirant le 23 juin, a indiqué M. De Crem (CD&V). (belga)

17/06/11

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1280201/2011/06/17/La-Belgique-peut-poursuivre-indefiniment-sa-participation-en-Libye.dhtml>

3 Grande Bretagne

Opérations militaires : Le nerf de la guerre fait défaut.

La Royal Navy ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités en Libye pour trois autres mois en raison des restrictions budgétaires, a déclaré hier, le commandant en chef de la marine britannique, l'Amiral Mark Stanhope. "L'intervention militaire britannique en Libye est insoutenable avec les coupes budgétaires, la Royal Navy ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités en Libye pour trois autres mois en raison de ces coupes", a averti le premier responsable des forces navales. "La flotte sera en mesure de poursuivre ses opérations pour seulement 90 jours de plus avant qu'on ne soit forcé de faire des coupures graves ailleurs", a ajouté l'Amiral. L'année dernière le gouvernement britannique avait décidé de réduire le budget destiné au secteur de la Défense. Sir Mark a déclaré que les forces britanniques seraient en mesure d'opérer pendant trois mois encore mais "au delà de trois mois d'exploitation, nous pourrions avoir à demander au gouvernement de prendre des décisions difficiles sur les priorités". Lundi, la Chambre des représentants américaine a approuvé un amendement visant l'interdiction de financer les opérations militaires américaines en Libye. Les élus ont adopté le texte — un amendement à un vaste projet de loi de financement des installations militaires — par 248 voix contre 163. Nombre d'élus du Congrès ont exprimé leur mécontentement dernièrement face à la décision du président Barack Obama de se passer du feu vert des parlementaires pour déclencher les opérations en mars dernier et les poursuivre après le délai légal de 60 jours sans autorisation du Congrès.

15/06/2011

<http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/13250>

Les généraux britanniques appréhendent l'enlisement en Libye.

Pour la deuxième fois, l'institution militaire britannique se plaint de l'implication de la Grande Bretagne dans la guerre en Libye.

Ce mardi, le Daily Telegraph a dévoilé le contenu d'une note confidentielle rédigée par le numéro deux de la Royal Air Force (RAF), Simon Bryant, mettant en doute la capacité de l'aviation à mener à bien ses missions en Libye si les opérations devaient se prolonger au-delà de l'été.

Selon le numéro deux des forces aériennes britanniques, l'engagement britannique en Afghanistan et en Libye mettait une pression "énorme" sur les ressources de la RAF.

Il a également signalé que le moral des aviateurs était "fragile" en raison de la surcharge de travail. Indiquant que la force aérienne à du mal à recruter du personnel et près d'un quart des spécialités manquent, il a révélé que de nombreux secteurs étaient "sous pression".

Dans la conclusion de cette note transmise aux députés au mois de mai, avant des critiques similaires émanant le 13 juin du chef de la Royal Navy, l'amiral Mark Stanhope, le marshal Bryant a averti que la capacité de la RAF pour faire face aux situations d'urgence imprévues serait rapidement "érodée" si la campagne de la Libye allait au-delà Septembre.

Selon l'AFP, ces mises en garde ont irrité le Premier ministre britannique David Cameron qui a répété que l'armée avait les moyens de poursuivre sa mission en Libye "aussi longtemps qu'il le faudra".

Lors d'une conférence de presse, le chef du gouvernement britannique a marqué son irritation "Il y a des moments où quand je

me lève et que je lis les journaux, je me demande si vous ne devriez pas mener le combat et moi faire le blabla," a-t-il lancé. Il a assuré, qu'après les avoir rencontrés, les responsables militaires sont "absolument d'accord sur le fait que nous pouvons mener cette mission aussi longtemps qu'il le faudra, et que le temps joue pour nous, et contre le camp de Kadhafi".

21/06/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=20556&cid=21&fromval=1&frid=21&seccatid=61&s1=1>

La mission de l'OTAN en Libye a déjà coûté 260 millions de livres sterling à la Grande-Bretagne

La mission de l'OTAN en Libye a coûté jusqu'à présent 260 millions de livres sterling (292 millions d'euros) à la Grande-Bretagne, a déclaré jeudi le secrétaire britannique à la Défense Liam Fox.

L'opération coûte plus de 40 millions de livres (45 millions d'euros) par mois au contribuable britannique, a-t-il précisé.

Les avions et hélicoptères britanniques ont effectué quelque 200 sorties entre le 19 mars, début de la mission, et le 14 juin, selon les derniers chiffres disponibles.

Liam Fox avait auparavant précisé que la Grande-Bretagne et ses alliés utilisaient des "armes de précision onéreuses" en Libye pour limiter le risque de pertes civiles.

En mars, le ministre britannique des Finances George Osborne avait déclaré que **la campagne militaire coûterait des "dizaines de millions, (mais) pas des centaines de millions"** de livres.

23/06/11

(AP)

4 Italie

Bombes tricolores sur Tripoli !!!

Parmi les bombes qui pleuvent sur les deux millions et demi d'habitants de l'aire urbaine de Tripoli, en plein jour aussi maintenant, se trouvent à coup sûr les bombes italiennes. Il s'agit d'une « opération aérienne combinée » à laquelle participent des chasseurs bombardiers de plusieurs pays, communique le Commandement de la force conjointe alliée à Naples.

En à peine plus de deux mois l'OTAN a accompli plus de 10.000 opérations aériennes sur la Libye, dont 4mille avec bombes et missiles, effectuées en majorité par des chasseurs bombardiers de Grande-Bretagne, France, Italie et Canada, et par des avions étasuniens Predator/Reaper télécommandés.

L'aéronautique italienne ne révèle pas combien de bombes et de missiles elle a lancé (selon une estimation, plus de 200 en un mois), mais elle communique de quel type ils sont.

Dans le document « Unified Protector : les capacités d'attaque de l'AM » (du 6 juin), elle spécifie que ce sont des bombes à guidage laser et Gps de la société étasunienne Raytheon, types Gbu-16 Paveway II d'environ une demie tonne et Gbu-24 Paveway III d'une tonne : cette dernière, larguée à basse altitude à plus de 15 Kms de l'objectif, est « une bombe de précision employée pour détruire les bunkers souterrains les plus résistants ».

La bombe Gbu-32 Jdam aussi, de la société étasunienne McDonnell Douglas, à guidage inertiel et Gps, lancée à 25 Kms environ de l'objectif, est utilisée contre des « cibles renforcées ».

Ce qui signifie que ces bombes ont sûrement des têtes pénétrantes à uranium appauvri et tungstène pour détruire des édifices renforcés. Les avions italiens utilisent aussi des missiles de croisière à longue portée Storm Shadow, fabriqués par Mbda dont fait partie Finmeccanica, et dont la charge explosive est « optimisée pour neutraliser des structures blindées et souterraines », et des missiles Agm-88 Harm de Raytheon pour « la suppression des radars ennemis ».

Ces bombes et missiles de dernière génération -employés dans la guerre contre la Libye, à laquelle le gouvernement Berlusconi (centre-droit, NdT) fait participer l'Italie- n'auraient pas pu être utilisées si en 2007 le gouvernement Prodi (centre-gauche, NdT) n'avait décidé de moderniser les chasseurs bombardiers Tornado (avec une dépense de plus de 50 millions d'euros), mettant à profit l'expérience des Tornados dans la guerre contre la Yougoslavie, à laquelle le gouvernement D'Alema (centre-gauche, NdT) avait fait participer l'Italie.

C'est grâce à cet engagement bipartisan que l'Aéronautique peut aujourd'hui déclarer avoir acquis le « pouvoir aérospatial ».

Cela signifie -nous explique le document- avoir une absolue liberté de manœuvre au-delà des limites imposées par la géographie du globe, donner un relief maximal à la mobilité (atteindre avec de plus en plus de rapidité des théâtres d'opérations éloignés) et à l'autonomie dans le soutien d'opérations qui peuvent se prolonger dans le temps. « Des opérations qui ont comme impératif de poursuivre les objectifs donnés par l'autorité politique au plus bas coût possible en termes de vies humaines et de ressources ».

En pensant évidemment à ses propres vies et ressources, pas à celles que la guerre détruit en Libye. Même si, tandis que les avions italiens aussi lancent sur Tripoli des bombes d'une tonne à uranium appauvri, l'OTAN assure que, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, « le but de l'opération Protecteur unifié est de protéger les civils et les aires avec population civile d'une attaque ou d'une menace d'attaque ». ...

5 France

L' "intervention" de la France en Libye : 100 millions d'euros sur trois mois. !

Environ 100 millions d'euros sur trois mois : c'est l'estimation des surcoûts liés à l'intervention de la France en Libye, selon le ministre français de la défense, [Gérard Longuet](#).

Cette information est délivrée trois mois après le début des opérations, le 19 mars, alors que dans les pays de la coalition [la presse s'interroge sur la légitimité et le coût de l'intervention](#).

Cette somme ne sera pas supportée par le budget du ministère de la défense, a-t-il précisé mardi lors d'une conférence de presse au salon aéronautique du Bourget. "Tout dépassement des Opex (opérations extérieures de l'armée) par rapport à la prévision de 630 millions d'euros" du budget 2011 "ne sont pas à la charge de la défense mais à la charge du gouvernement", a-t-il indiqué.

"C'est une action gouvernementale", a ajouté le ministre à propos de l'intervention en Libye.

L'aviation française, notamment embarquée sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, effectuée en moyenne plus de 200 sorties par semaine.

La France et ses alliés agissent dans le cadre de la résolution 1973 des Nations unies.

http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/06/21/l-intervention-de-la-france-en-libye-100-millions-d-euros-sur-trois-mois_1538913_1496980.html#xtor=EPR-32280229

6 Norvège

La Norvège annonce son retrait des opérations militaires en Libye.

Si la décision n'a pas provoqué de réactions, l'Otan insiste pour que ses membres moins engagés s'impliquent davantage pour hâter la chute du régime.

La Norvège, qui a envoyé six chasseurs F-16 pour contribuer aux frappes en Libye, a annoncé vendredi 10 juin qu'elle allait dans un premier temps réduire son engagement militaire, puis qu'elle y mettrait fin à compter du 1er août, deux mois avant l'expiration de l'actuel mandat de l'Otan. Le pays scandinave devient ainsi le premier membre de la coalition à planifier ouvertement son retrait des opérations aériennes au-dessus de la Libye.

"Le gouvernement a décidé de prolonger la contribution aérienne norvégienne avec jusqu'à quatre avions de combat F-16 jusqu'au 1er août 2011. Après quoi, la mission prendra fin", a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué.

"Nous devons pouvoir compter sur nos alliés pour qu'ils comprennent que la Norvège, avec une armée de l'air limitée, ne peut pas maintenir une grosse contribution aérienne pendant beaucoup de temps", a expliqué la ministre, Grete Faremo.

A Bruxelles, deux jours après une rencontre ministérielle des pays membres de l'Otan, l'annonce norvégienne n'a pas fait de vagues. "Ce sont des décisions nationales. Bien évidemment, nous respectons la décision de la Norvège, et la Norvège joue un rôle très appréciable", a commenté une porte-parole de l'Alliance, Oana Lungescu.

11/06

<http://french.irib.ir/info/international/item/119015-la-norv%C3%A8ge-annonce-son-retrait-des-op%C3%A9rations-militaires-en-lybie>

5 Les institutions

Cour Pénale Internationale

Diana Johnstone : La Cour Pénale Internationale, outil de dissimulation des crimes impérialistes.

Le 16 mai dernier, Luis Moreno Ocampo, le procureur général de la Cour Pénale Internationale (CPI) de la Haye, a officiellement émis un mandat d'arrêt à l'encontre du dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi pour « crimes contre l'humanité ».

Parmi les accusés, il y avait également les fils du dirigeant, Seif al-Islam Kadhafi, et le chef des services de renseignement libyens, Abdullah Senoussi.

Le juriste américain David Scheffer a déclaré à l'AFP : « L'enquête et les accusations de la CPI à l'encontre des dirigeants libyens de haut niveau, dont Kadhafi, seront certainement appréciées par l'OTAN ».

Eh bien, oui. Et personne n'est mieux placé que Scheffer pour savoir si l'OTAN appréciera ou pas...

Le jour précédent, Tripoli avait fait une nouvelle proposition de trêve, en lançant un appel à l'arrêt des bombardements de l'OTAN et à des négociations de paix avec les rebelles armés basés à Benghazi. Mais la réponse de l'OTAN est venue sous forme d'actes d'accusation de la part de la CPI. Lorsque l'OTAN bombarde un pays pour faire tomber un dirigeant, le dirigeant ciblé devra être traité comme un vulgaire criminel. Sa place n'est pas autour d'une table de négociations, mais

derrière les barreaux. Une accusation internationale est un excellent moyen pour transformer une agression militaire de l'OTAN en un action policière pour l'arrestation « d'un criminel accusé de crimes de guerre » - une expression qui exclut, d'emblée, la présomption d'"innocence jusqu'à preuve du contraire". Ceci est devenu une habitude.

Le 24 mars 1999, l'OTAN a commencé à bombarder la Yougoslavie pour soutenir les rebelles albanais du Kosovo. Deux mois plus tard, à la mi-mai, lorsque les bombardements ont été intensifiés contre les infrastructures serbes, le Procureur Général du Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie (TPIY) de la Haye, Louise Arbour, a émis un acte d'accusation contre le président Slobodan Milosevic pour crimes contre l'humanité. Cependant, tous les actes qualifiés de « crimes contre l'humanité » qui ont été commis au Kosovo, à l'exception d'un seul, ont été causés par les bombardements mêmes de l'OTAN. Le 31 mars 2011, l'OTAN a commencé une campagne de bombardements contre la Libye, et cette fois, la Cour Pénale Internationale a été plus rapide, et les accusations moins importantes. Ocampo a dit qu'il y avait des preuves que Kadhafi a personnellement ordonné des attaques contre des « civils libyens innocents ».

En Libye, comme dans la guerre du Kosovo, les accusations sont faites par des rebelles armés et soutenus par l'OTAN, sans qu'il n'y ait la moindre enquête neutre et indépendante.

Au printemps 1999, David Scheffer, qui était, alors l'ambassadeur de la Secrétaire d'Etat US Madeleine Albright pour les crimes de guerre, a rencontré Louise Arbour et lui a fourni des rapports de l'OTAN sur lesquels elle devait baser ses accusations. En effet, Scheffer avait contribué, auparavant, à la création du TPIY sur l'instruction de Mme Albright. Les accusations de mai 1999 ont servi leur objectif immédiat principal : bloquer les négociations pour justifier la poursuite des bombardements de l'OTAN. Comme l'a affirmé Madeleine Albright, « Nous ne négocierons pas avec Milosevic ... Je crois que les accusations clarifient la situation, parce qu'elles montrent que nous sommes en train de faire la bonne chose en ce qui concerne notre réponse aux crimes contre l'humanité que Milosevic a perpétrés ». (Voir Michael Mandel, *How America Gets Away With Murder*, PlutoPress, 2004, pp.141-145.)

Pour résumer, dans les deux cas, "un/e tribunal/cour international/e" intervient au milieu des bombardements de l'OTAN pour accuser de « crimes contre l'humanité » le dirigeant d'un pays en proie aux bombardements, sur la base de preuves très insuffisantes fournies par l'OTAN elle-même ou par ses clients qui font office de rebelles.

Par conséquent, il s'avère que la Cour Pénale Internationale n'est que la continuation du TPIY, c'est-à-dire, un instrument qui ne représente pas la justice internationale, mais qui est, plutôt, le bras judiciaire des interventions de l'Occident contre les pays faibles. Donc, la CPI pourrait bien servir de couverture pour les crimes impérialistes.

Elle ne mérite certainement pas sa dénomination officielle, puisqu'elle ignore délibérément les vrais crimes « internationaux » comme les agressions de l'OTAN et des USA ou les multiples massacres de civils qui en résultent. Les seuls crimes prétendus contre lesquels cette Cour a engagé des poursuites ont tous été le résultat de conflits internes qui se sont déroulés dans des pays africains. En d'autres termes, la CPI agit principalement comme un moyen de pression ou de justification d'actions militaires contre des gouvernements faibles que les puissances occidentales veulent remplacer par des dirigeants de leur choix.

Concernant l'accusation portée contre Kadhafi, Scheffer a affirmé, selon l'AFP, que cette action pourrait exercer encore plus de pression contre Kadhafi pour le pousser à chercher à se réfugier dans un pays qui ne reconnaît pas la juridiction de la CPI. Cependant, cette remarque est dénuée de sens, puisque la Libye elle-même ne reconnaît pas la juridiction de la CPI. Idem pour le Soudan, pourtant ceci n'a pas empêché la CPI de poursuivre son président, Omar Al Béchir, même si les lois de la CPI ne sont supposées s'appliquer que dans les pays ayant reconnu sa juridiction. Ceci démontre que même la non-reconnaissance de la CPI ne peut pas protéger les pays faibles.

Au moment où l'OTAN et la CPI engagent des poursuites contre Kadhafi pour, soi-disant, avoir « tué son propre peuple », en Afghanistan, les forces armées de l'OTAN continuent à tuer des gens qui leur sont étrangers, en toute impunité.

La CPI est devenue l'exemple le plus flagrant du système des deux poids, deux mesures. Les USA manipulent la CPI sans même reconnaître sa juridiction, tout en se protégeant par des accords bilatéraux avec une longue liste de pays pour garantir l'immunité des citoyens américains, et tout en faisant passer des lois par le Congrès, pour protéger les citoyens américains de la CPI.

D'autres pays de l'OTAN ont reconnu la juridiction de la CPI, mais rien n'indique qu'ils seraient un jour ennuyés par la Cour internationale.

Dimanche dernier, deux avocats français connus pour leur non-conformisme, Jacques Vergès et l'ex-ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, ont annoncé qu'ils avaient l'intention de poursuivre le président Nicolas Sarkozy en justice pour « crimes contre l'humanité » commis en Libye. Lors d'une conférence de presse tenue à Tripoli, Dumas a déploré le fait que la mission de l'OTAN censée protéger des civils les tuait, et a affirmé qu'il était prêt à défendre Kadhafi devant la CPI. En même temps, les deux avocats ont l'intention de représenter les familles des victimes des bombardements de l'OTAN ayant attaqué Sarkozy devant des tribunaux français. « Nous allons briser le mur du silence », a annoncé Vergès.

Les preuves sur les victimes civiles des bombardements de l'OTAN, dont trois bébés petits-enfants de Kadhafi, sont plus solides que celles avancées pour les « crimes contre l'humanité » attribués par Ocampo au dirigeant libyen. Cependant, le public français a été hypnotisé par la propagande présentant Kadhafi comme un ogre assoiffé de sang et dont le seul désir est de « tuer son propre peuple ». Puisque la majorité des gens, à l'Ouest, ne connaissent absolument rien de la Libye, tout peut passer.

Le lundi, alors que la France et la Grande-Bretagne se préparaient à envoyer des hélicoptères de combat pour soutenir les rebelles armés et faire tomber Kadhafi, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen a annoncé que le « règne de la terreur de Kadhafi arrive à sa fin ». Cependant, le vrai règne de terreur est la « pluie de la terreur »* de l'OTAN qui continue à bombarder les civils sans défense de Tripoli, avec l'intention affichée de terroriser les Libyens et de les obliger à se rendre aux rebelles soutenus par l'OTAN. Et rien n'indique que ce règne arrive à sa fin.

* Jeu de mots intraduisible de l'auteure entre "reign" (règne) et "rain" (pluie).

Diana Johnstone

Samedi 11 juin 2011

Ligue arabe

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, fait part de "scrupules" sur la Libye.

Dans un entretien au quotidien britannique *The Guardian*, publié mercredi 22 juin, secrétaire général de la Ligue arabe jusqu'en mai 2011 mais qui en garde les commandes jusqu'en septembre, fait part de ses "scrupules" après les pertes civiles imputées à l'OTAN. L'Égyptien Amr Moussa rappelle que la Ligue arabe avait accepté de soutenir les frappes aériennes en Libye afin de protéger les populations civiles victimes d'attaques des forces de Mouammar Kadhafi.

"Quand je vois des enfants se faire tuer, mon devoir est d'avoir des scrupules. C'est pourquoi j'ai mis en garde contre le risque de pertes civiles", a déclaré M. Moussa.

L'OTAN a été accusée par le régime libyen d'être à l'origine de la mort de 24 civils, dont des enfants, en 48 heures, entre le samedi 18 et dimanche 19 juin.

PÉRIODE DE TRANSITION

"Le temps est venu de faire tout ce qu'on peut afin d'obtenir une solution politique. Cela doit commencer par un cessez-le-feu réel et sous supervision de la communauté internationale. Jusqu'à la mise en place de ce cessez-le-feu, [le colonel Mouammar] Kadhafi resterait au pouvoir. Il y aurait ensuite une période de transition afin d'obtenir un accord sur l'avenir de la Libye", a précisé M. Moussa, qui devrait se présenter à l'élection présidentielle en Égypte. Il a également indiqué que des contacts ont été établis avec plusieurs pays, en Afrique et au Moyen-Orient, pour voir si l'un d'eux serait prêt à accueillir le colonel Kadhafi.

De son côté, le ministre des affaires étrangères italien, Franco Frattini, a réclamé mercredi, lors d'une intervention devant une commission de la Chambre des députés, *"une suspension immédiate des hostilités"* en Libye afin d'instaurer des couloirs humanitaires pour aider la population.

Au lendemain de l'arrivée d'un dirigeant du Conseil national de transition (CNT) libyen à Pékin, le ministre des affaires étrangères chinois, Yang Jiechi, a, lui, reconnu l'organe officiel de la rébellion comme *"interlocuteur important"*.

http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/06/22/le-patron-de-la-ligue-arabe-fait-part-de-scrupules-sur-la-libye_1539111_1496980.html